Cahiers de Psychologie Politique

N° 10 | 2007
Europe et identité Janvier 2007

1906 : Clemenceau versus Jaurès

Samuel TOMEI

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-10/1222-1906-clemenceau-versus-jaures
DOI : numerev_388
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 08/01/2007

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : TOMEI, S. (2007) 1906 : Clemenceau versus Jaurès. *Cahiers de Psychologie Politique*, (10). https://doi.org/10.34745/numerev_388

Mots-clés :

« Briseur de grève », « sinistre de l'intérieur », « bête rouge » â l'historiographie socialiste est parvenue à accréditer l'idée que le Clemenceau des années 1906-1909 s'est révélé un affreux réactionnaire. L'ancien médecin des pauvres, qui avait fait de la question sociale un article clef de tous ses programmes, le chef des radicaux les plus à gauche aurait ainsi fait volte-face, il y a un siècle, face aux grandes grèves ouvrières. Or, pour Maurice Agulhon, la clef de l'énigme Clemenceau est à trouver dans cette année 1906[1]

On connaît la petite histoire. Début mars 1906, chargé par le Président Fallières de constituer le nouveau Gouvernement, le radical Sarrien réunit les hommes pressentis. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il leur propose des rafraîchissements. « *Que prendrez-vous ?* », demande-t-il à Clemenceau â « *L'intérieur !* », répond celui qui jamais, à près de 65 ans, n'a encore été ministre. Le « vieux débutant » s'impose d'emblée comme l'homme fort du cabinet.

Au même moment, un coup de grisou provoque la mort de plus d'un millier de mineurs à Courrières. Une émotion profonde saisit le pays. Le désastre met en évidence la paupérisation croissante des travailleurs tandis que les grandes fortunes s'accroissent. Protestant contre l'insécurité de leurs conditions de travail mais surtout contre leur misère, les gueules noires des bassins du Nord et du Pas-de-Calais cessent le travail. Les manifestations se multiplient. Le 17 mars, Clemenceau, sourd aux appels à la fermeté de la droite, se rend à Lens pour parler aux ouvriers, sans escorte, manifestant le même sang-froid qu'aux pires heures de la Commune : « *Je ne suis pas venu me mêler de votre réunion. Je suis venu simplement, en représentant du Gouvernement de la République, vous dire que la grève constitue pour vous un droit absolu, qui ne saurait vous être contesté. Mais j'ajoute que, dans une République, la loi doit être respectée par tous*. » Il lance un appel au calme, affirmant que le Gouvernement fera son possible pour éviter les heurts entre grévistes et forces de l'ordre.

Mais les ouvriers, à bout, n'entendent pas le ministre de l'intérieur. Non seulement ils empêchent les non-grévistes, les « renards », d'aller travailler, pillent leurs maisons, mais encore ils attaquent l'hôtel de ville de Lens. À Denain, le lendemain, au cours d'un affrontement, les grévistes lapident le lieutenant Lautour, mort « *sabre au fourreau* », précisera le ministre. Aux forges d'Hennebont, 1 800 ouvriers cesseront le travail

pendant quatre mois. Les grèves s'étendent à d'autres secteurs : électricité, industrie, postes…

Garant de l'ordre public, Clemenceau revendique le statut de « premier flic de France ». Son plus fameux surnom – « Le tigre » – date de cette époque. Homme à poigne, il prévient une délégation de la Confédération générale du travail (CGT), fin avril 1906 : « *Vous êtes derrière une barricade ; moi, je suis devant. Votre moyen d'action, c'est le désordre. Mon devoir, c'est de faire de l'ordre. Mon rôle est de contrarier vos efforts*. » Paris est gardé par 45 000 hommes de troupes et l'on arrête Griffuelhes, leader de la CGT, inculpé de complot. Aussi le 1er mai se déroule-t-il sans encombre et les élections générales des 6 et 20 mai ont-elles lieu dans un climat relativement serein. La gauche socialiste et radical-socialiste sort victorieuse de la confrontation.

Clemenceau, à la Chambre, en tirera trois enseignements : la République est hors de toute atteinte ; le peuple a sanctionné la Séparation des Églises et de l'État ; enfin, « *l'heure d'une justice sociale plus grande est venue*[2]. » Quelques jours plus tôt, Jaurès n'affirmait pas autre chose : « […] *nous entrons, de l'aveu de tous, dans une période nouvelle, celle où, les problèmes politiques et religieux étant résolus au moins pour un temps, ce sont les problèmes économiques et sociaux qui sollicitent l'attention et l'effort du Parlement*[3]. »

La tâche s'annonce d'emblée difficile pour Clemenceau pourtant à la gauche des radicaux. Le parti socialiste, récemment unifié, campe sur des positions plus radicales depuis qu'il s'est soumis aux décisions du congrès d'Amsterdam de 1904, condamnant toute forme de révisionnisme, Kautsky l'emportant sur Bernstein et Guesde sur Jaurès. Le « ministérialisme » n'est plus de mise – les « unifiés » ne doivent participer à aucun gouvernement « bourgeois » ; c'est la fin du Bloc des gauches. La SFIO est « *un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste…* ». La CGT, quant à elle, prône l'antimilitarisme, l'antipatriotisme, l'action directe, le sabotage. De l'autre côté, la droite n'entend rien céder à l'anticlérical qui l'a tant malmenée par le passé. Le centre de gravité de la majorité s'est donc déplacé vers le centre et Clemenceau doit faire face à deux oppositions.

« Vous êtes au-dessous du suffrage universel. »

Le Parlement reprend ses travaux début juin 1906 et, d'emblée, Jaurès interpelle le ministre de l'intérieur. À travers eux, s'affrontent radicalisme et socialisme, souveraineté de l'individu et lutte des classes. S'ils ont pu combattre de conserve pendant l'affaire Dreyfus, à part la foi en la République, tout sépare les deux hommes : tempérament et conceptions. Chef historique des radicaux, Clemenceau est trop individualiste pour appartenir à un parti, un groupe quelconque. Jaurès, au contraire, est un homme d'appareil, artisan de l'unification du parti socialiste.

Les débats sont vifs, profonds et non dénués de sarcasmes. Clemenceau décoche des traits tranchants. Selon Maurice Le Blond : « *Sa voix s'enfle à peine, sobre de gestes, les*

mains aux poches, tandis que ses arguments se déclenchent, terribles, rapides, aiguisés, pareils au couperet du docteur Guillotin[4]» L'ampleur caractérise plutôt l'éloquence vibrante, chaleureuse de Jaurès, dont le souffle transporte l'auditoire. Le socialiste ébranle, le radical foudroie.

Ce 12 juin 1906, dans son interpellation, Jaurès se pose en défenseur de la classe ouvrière et reproche au Gouvernement de mener une « *politique de répression, une politique de refoulement.* (Applaudissements à l'extrême gauche.) » Il ne peut avoir montré une telle « *défiance accablante* » qu'en étant dupe de la manœuvre d'affolement menée par la réaction, alors que la classe ouvrière a toujours été du côté de la légalité républicaine. En outre – il vise Clemenceau â□□, « *le critique d'hier, placé devant le néant de ses conceptions d'avenir, est inévitablement gagné par un mouvement de mauvaise humeur qui se traduit par l'abondance de l'emploi militaire et policier.* (Applaudissements à l'extrême gauche.) »

Que souhaite la classe ouvrière ? La journée de huit heures qui doit « dégager pour la pensée, pour la vie de famille, pour la vie civique, une partie du temps qui était dévoré jusque là par un labeur démesuré ; c'est l'acte civilisateur en même temps que l'acte émancipateur. (Applaudissements à l'extrême gauche.) » Le surlendemain, le chef socialiste expose les trois grandes réformes immédiates censées améliorer la condition humaine : consacrer une partie des ressources de l'expropriation du capital – dont il reste à déterminer si elle fera ou non l'objet d'une indemnisation, incertitude que raillera Clemenceau – aux grands travaux d'intérêt vraiment public et social ; assurer amplement contre tous les risques de la vie les salariés et la classe moyenne ; augmenter toutes les rémunérations du travail.

Au terme de son interpellation, il rappelle à Clemenceau son programme de 1885. Or, poursuit-il, « *vous êtes le pouvoir dans sa plénitude, par conséquent dans sa responsabilité.* (Applaudissements à l'extrême gauche.) » Il s'agit donc de « *réaliser la République économique et sociale, comme nous avons réalisé ensemble – et vous bien avant moi – la République politique* [...]. » Il touche Clemenceau au cœur en invoquant la Révolution française, « *cette grande Révolution dont vous êtes le descendant par la chair et par l'esprit* » et dont les grandes figures décidaient, osaient ! « *Et, ce n'est pas par des tâtonnements de modestie superbe, c'est par la générosité et l'audace des affirmations réfléchies qu'ils ont aboli le vieux monde et créé le monde nouveau*. » Oui ou non, le Gouvernement va-t-il réaliser l'impôt général et progressif sur le revenu, le rachat des chemins de fer et des mines ? La péroraison est implacable : à la confiance du parti républicain, dit-il à Clemenceau, « *vous apportez des phrases enveloppées, des solutions incomplètes, une politique hésitante, vous êtes au-dessous du suffrage universel.* (Applaudissements à l'extrême gauche.) »

Une théorie de la grève héritée de Gambetta

Le 18 juin 1906, la riposte vaut l'attaque : « Hélas ! pendant que se déroule ce fastueux mirage aux yeux du nouveau créateur, moi, vacillant mortel, je laboure misérablement dans la plaine et même au plus profond de la vallée, aux prises avec le sol ingrat qui me

mesure avarement sa moisson. » On reproche à Clemenceau d'avoir comprimé la classe ouvrière ? Mais où est-elle, la classe ouvrière ? demande le ministre. Jaurès croit-il que partout où se trouve un ouvrier la classe ouvrière est en cause ?

Clemenceau développe une théorie de la grève qui ruine définitivement l'image du « sinistre de l'intérieur » obsédé de répression brutale. On pourra même trouver piquante certaine référence : « *J'ai toujours soutenu que le Gouvernement ne devait pas envoyer des troupes préventivement sur le terrain de la grève avant que des violences se fussent produites. C'est une thèse que j'avais reçue de Gambetta qui disait : « Lorsque les troupes arrivent dès la déclaration de grève, c'est le patron d'abord qui se sent soutenu. » Et Gambetta observait que l'impartialité du Gouvernement se trouvait ainsi compromise aux yeux des ouvriers.* (Très bien ! Très bien ! à gauche.) » C'est la théorie qu'il s'est efforcé d'expliquer aux ouvriers et de mettre en œuvre en se rendant à Lens puis à Denain, théorie en fonction de laquelle il n'a effectivement envoyé la troupe que graduellement, « *au fur et à mesure des besoins* ». À Denain, il a constaté que la plupart des grévistes étaient armés de matraques : « *C'est une grande erreur, sur laquelle vous devriez bien éclairer les ouvriers, monsieur Jaurès, de confondre le droit de grève et le droit à la matraque.* (Applaudissements et rires.) »

Ensuite, il n'y a pas un syndicat, pas un groupe de grévistes ayant demandé à être reçu qui ne l'ait été. Dans sa réponse du lendemain, Jaurès ne pourra d'ailleurs que lui rendre justice sur ce point, citant *L'Humanité* où lui-même a écrit que « *M. Clemenceau a eu une pensée excellente d'aller à Lens parler aux grévistes, leur donner l'assurance que le Gouvernement ne pèserait en aucune manière sur l'exercice du droit de grève et leur demander en retour d'éviter toute violence*. » Le ministre lit longuement, à la tribune, les instructions qu'il a données aux préfets dans ce sens et qui pourraient encore aujourd'hui valoir d'exemple.

Mais Clemenceau demande davantage que la simple absence de violence, il exige des ouvriers le respect de la liberté du travail : « *J'entends que la liberté du travail soit absolument assurée, mais j'entends également qu'aucune atteinte ne soit portée au droit des ouvriers grévistes d'amener par la simple persuasion leurs camarades à se solidariser avec eux. La force publique ne doit intervenir que si les grévistes essayent de débaucher leurs camarades par des moyens violents ou par des procédés portant une atteinte réelle à la liberté de ceux qui veulent travailler.* (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.) » Or, Clemenceau dénonce ceux qui agissent contre la classe ouvrière en l'encourageant à l'illégalité : « *Je dis que ceux qui agissent contre la classe ouvrière sont ceux qui l'encouragent à croire qu'elle ne peut avoir tort et qu'il lui suffit de retourner contre autrui l'oppression dont elle a souffert. Je dis que ceux qui agissent contre la classe ouvrière sont ceux qui retardent ainsi son éducation* (Applaudissements), *car l'éducation n'est pas de mots, comme le prétendent et le croient les pédagogues, l'éducation se fait par des actes. Nous saurons que la classe ouvrière est digne de gouverner la démocratie, comme vous le désirez, comme je le souhaite, moi, pleinement, le jour où ses actes seront, de sa propre volonté, conformes au droit dont elle-même se réclame*. (Très bien ! très bien !) »

Clemenceau place Jaurès en face de ses responsabilités. « *Eh bien ! je vous demande à vous, qui me reprochez d'avoir sévi contre la classe ouvrière ; vous, monsieur Jaurès, vous êtes ministre de l'intérieur – un malheur est si vite arrivé !* (On rit) – *est-ce que vous laisseriez des grévistes piller et saccager la maison des ouvriers dont le seul crime est de travailler ?* » Le ministre affirme que ce serait impossible et Jaurès, comme lui, enverrait la troupe pour garantir l'ordre et il se trouverait toujours un Griffuelhes pour lui adresser les mêmes reproches. Jaurès rétorque que Ferry disait la même chose à Clemenceau alors chef de l'extrême gauche. Du tac au tac, Clemenceau rappelle qu'en ce temps là, Jaurès était du côté de Ferry… : « *Vous me combattiez alors comme trop violent, de même que vous me combattez aujourd'hui comme trop modéré. De nous deux, je suis le seul qui n'ait pas changé.* (Applaudissements à gauche.) » Le lendemain, il rappellera que Jaurès, en 1885, avait voté contre l'impôt progressif sur le revenu, « *et c'est au nom de cette infaillibilité changeante que vous me reprochez d'être resté fidèle à toutes mes convictions*. ». Le ministre de l'intérieur revendique le préjugé de l'ordre que lui reprochent les socialistes : rien ne peut se faire dans une société si l'ordre légal n'est pas maintenu.

*C*lemenceau reproche à Jaurès son manque de réalisme : « *Sans doute me dominez-vous de vos conceptions socialistes. Vous avez le pouvoir magique d'évoquer de votre baguette des palais de féerie. Moi, je suis le modeste ouvrier des cathédrales qui apporte obscurément sa pierre à l'édifice auguste qu'il ne verra jamais. Au premier souffle de la réalité, le palais de féerie s'envole, tandis qu'un jour la cathédrale républicaine lancera sa flèche dans les cieux.* (Applaudissements à gauche.) » Jaurès lui répondra, le lendemain : « *à l'heure où je parle, il me semble que la cathédrale ministérielle manque un peu de flèche.* (Applaudissements à l'extrême gauche – On rit.) »

Individualisme contre collectivisme

Le 19 juin, il affirme ne renier aucune ligne de *La mêlée sociale* ni aucune mesure de son programme de 1885. Clemenceau n'a jamais été collectiviste ni partisan de la dictature du prolétariat ; le 11 avril 1880, au cirque Fernando, il affirmait aux socialistes : « *Je suis pour la liberté intégrale et je ne consentirai jamais à entrer dans les couvents et les casernes que vous entendez nous préparer*. » Les conquêtes sociales doivent se réaliser dans et par la légalité. En 1906, il poursuit avec Jaurès une ancienne controverse qui les avait opposés en 1894 à propos de la pièce de théâtre *L'ennemi du peuple*, d'Ibsen, Clemenceau faisant sienne la dernière phrase du héros de l'œuvre, selon laquelle l'homme le plus puissant du monde est l'homme le plus seul : « *Il est certain que* [l'homme seul] *c'est celui qui peut développer le plus d'énergie personnelle, puisque aucune partie de son activité n'est neutralisée par les forces divergentes avec lesquelles un commun concours l'obligerait à composer*[5]. » Il voit dans l'œuvre d'Ibsen « *la glorification de l'énergie individuelle contre les erreurs, les préjugés, les mensonges dont se fait l'opinion moyenne des hommes* ». En somme, pour reprendre ses propos au Sénat du 17 novembre1903 : « *Le progrès ne peut pas résider dans une abstraction. Vous ne le trouverez tangible que dans l'individu : c'est l'homme qui est la mesure des progrès accomplis*. » En ce sens, le radicalisme dont l'individualisme est le fond (Alain),

est un humanisme. Jaurès, lui, critiquant la pièce d'Ibsen, prend le parti de la majorité, dût-elle avoir tort car « *même inerte ou inepte, elle a sa fonction comme la minorité. Elle empêche la partie impatiente et généreuse de l'humanité d'entraîner celle-ci dans un ordre nouveau avant que la nature des choses l'ait rendu possible* ». Or, douze ans plus tard, pour Jaurès, la situation est mûre pour la grande transformation sociale.

Selon Clemenceau, dans l'organisation sociale, il convient de distinguer l'homme et le cadre. On ne peut réformer le cadre sans s'inquiéter de savoir d'abord si l'homme est en état de s'y adapter. Ainsi, même ceux qui veulent commencer par la réforme de l'organisation sont ramenés à « *la réforme primordiale de l'individu* ». Il poursuit : « *Si vous réformez l'individu, si vous vous attachez, je ne dis pas uniquement, mais principalement, à la réforme de la personnalité humaine, l'homme saura trouver de lui-même le cadre d'organisation qui lui convient* [...]. » Le Tigre reproche aux conceptions de Jaurès de pécher totalement en un point : l'homme dont les socialistes auront besoin pour la réalisation de leur société future n'existe pas encore et quand cet homme viendra, « *il fera l'emploi de son intelligence à sa guise, sans s'occuper du chemin que* [les socialistes] *prétend*[ent] *lui tracer* ».

Puis il prononce ces propos qui resteront célèbres : « *Vous prétendez fabriquer directement l'avenir ; nous fabriquons, nous, l'homme qui fabriquera l'avenir et nous accomplissons ainsi un prodige beaucoup plus grand que le vôtre. Nous ne fabriquons pas un homme tout exprès pour notre cité, nous prenons l'homme tel qu'il se présente, encore imparfaitement dégrossi de ses cavernes primitives, dans sa cruauté, dans sa bonté, dans son égoïsme, dans son altruisme, dans sa pitié des maux qu'il endure et des maux qu'il fait subir lui-même à ses semblables*. (Très bien ! très bien !! à gauche.) » Il s'agit d'éclairer cet homme, de le grandir, de le fortifier dans le bien. « *C'est notre idéal à nous, magnifier l'homme, la réalité plutôt que le rêve, tandis que vous vous enfermez, et tout l'homme avec vous, dans l'étroit domaine d'un absolutisme collectif anonyme. Nous mettons notre idéal dans la beauté de l'individualisme, dans la splendeur de l'épanouissement de l'individu au sein d'une société qui ne le règle que pour le mieux développer*. »

Enfin, il répond à son adversaire à propos de la Révolution française qui n'a jamais voulu, en proclamant les droits de l'homme, que le contraire de ce que prônent les socialistes : « *la liberté, la souveraineté de l'individu et, l'ayant proclamée, elle a commencé de la réaliser. Et vous, mal émancipés jusque dans la révolte, vous cherchez le retour à l'unité dogmatique au moment où elle fait banqueroute* ». Depuis les années 1880-1890, Clemenceau établit en effet un parallèle entre le dogmatisme catholique et la raideur doctrinale socialiste, faisant du socialisme une réplique de l'Église romaine, ayant pour but l'unité et comme moyen la discipline ; en ce sens le parti socialiste est l'antithèse du parti radical...

La péroraison est un vibrant appel au Jaurès républicain dont on attend le retour depuis que, battu par les marxistes orthodoxes au congrès d'Amsterdam, il a dû se retirer sur le mont Aventin. En attendant, choisissant de continuer les réformes plutôt que d'aller à la révolution, la majorité portera « *bravement les responsabilités du jour* ».

Jaurès monte à la tribune à son tour, essuie son front luisant de sueur, tient son lorgnon de la main gauche. « *Messieurs, je monte à cette tribune tout hérissé des flèches qu'une main habile et toujours jeune m'a décochée. Je n'essayerai pas de les arracher de moi et de les retourner à mon redoutable contradicteur*. »Il n'en réplique pas moins à tous les arguments de Clemenceau avec une éloquence vibrante, rappelant cette réalité explosive : une minorité pas toujours productive détient deux tiers du capital national. Les droits de l'homme dont parlait M. le ministre de l'intérieur, les socialistes veulent les réaliser dans l'ordre économique.

Puis il en vient au débat de fond et renverse la logique du radical-socialiste. S'il admet que l'individu agit bien sur son milieu, c'est ce milieu qui « *détermine aussi les limites, les moyens d'action des individus et les invite, les oblige, s'ils veulent vivre, à se transformer* ». Il flétrit l'individualisme de Clemenceau : « *Votre doctrine de l'individualisme absolu, votre doctrine qui prétend que la réforme sociale est contenue tout entière dans la réforme morale des individus, c'est, laissez-moi vous le dire, la négation de tous les vastes mouvements de progrès qui ont déterminé l'histoire, c'est la négation de la Révolution française elle-même*. (Applaudissements à l'extrême gauche) » Le chef socialiste estime donc que « *toute grande réforme, toute grande œuvre, suppose, en même temps que la foi dans l'individu, la transformation du milieu où il doit agir*. »

Puis il défend l'idée que la classe ouvrière se trouve dans les organisations syndicales, qui sont « *le principal moteur, l'organe, le régulateur même* » censé prévenir tout désordre. Ce pourquoi il demande qu'on laisse se développer le mouvement syndical, les radicaux-socialistes les plus à gauche le rejoignant sur ce point. Jaurès réussit le tour de force de concilier son légalisme et les aspirations des franges extrêmes du mouvement qui s'expriment hors la loi. Car pour lui, « *le socialisme ne sera pas destruction, mais organisation, au contraire, et création* », la « *victoire définitive de la civilisation* ».

Il souhaite la réussite du Gouvernement à laquelle les socialistes entendent prendre une pleine part. Mais Clemenceau se heurtera sur sa droite à un maximum de résistance qu'il ne pourra vaincre que par un maximum de réformes sociales. Jaurès termine en rappelant la synthèse – qui annonce Blum â dont il est l'incarnation : « *c'est que républicains aussi passionnément que socialistes, réformateurs et réalistes aussi profondément par notre méthode que nous sommes révolutionnaires par notre objet, qui est la transformation totale de la société* (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche), *nous nous associerons pleinement à tout effort de réforme* » à condition qu'il ne soit pas un trompe-l'œil. Il suffira donc aux socialistes unifiés d'estimer insuffisants les efforts de réformes pour ne pas les appuyer ; ce qui adviendra.

Bilan social mitigé du ministère Clemenceau.

Le 19 octobre 1906, affaibli par la maladie, Sarrien démissionne et recommande au chef de l'État de le remplacer par la plus forte personnalité du Gouvernement. Le programme de Clemenceau est à forte dominante sociale : retraites ouvrières, extension du droit

syndical, rachat de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, journée de huit heures, impôt sur le revenu… C'est à lui qu'on doit la création du ministère du travail, qu'il confie à un socialiste indépendant.

Cependant, le climat social va se dégradant. Les grèves s'étendent et gagnent en violence, notamment dans le midi viticole. Les socialistes s'éloignent de plus en plus d'un gouvernement jugé répressif. Ils n'ont de cesse d'accuser Clemenceau de se renier, de se retourner contre les travailleurs, d'être devenu le champion de l'ordre après avoir été le chantre du progrès social. Sans doute fait-il preuve d'une autorité peu commune, mais, comme le souligne Romain Rolland, « *on assistait alors à de curieux spectacles : des départements qui prétendaient se séparer de la France, des régiments qui désertaient, des préfectures brûlées* […]6 », sans parler des grèves de l'impôt… La droite n'est pas en reste puisqu'au même moment le nationalisme intégral de Maurras gagne une large fraction de l'élite cultivée7.

La situation quasi insurrectionnelle - on parle de guerre sociale, d'anarchie -, Clemenceau a-t-il d'autre choix que de réprimer ? Ministre de l'intérieur, il doit maintenir l'ordre public ; et si la répression est ferme, elle reste proportionnée à l'intensité du désordre, même si l'on doit déplorer, au total, quelques morts du côté des grévistes, à Nantes, Narbonne, Raon-l'Etape, Draveil-Vigneux, Villeneuve-Saint-Georges. Clemenceau est dès lors décrit tel un « *hideux vampire* », tel le « *bourreau des travailleurs !* » selon Jaurès. Les radicaux eux-mêmes se désolidarisent peu à peu du Gouvernement auquel ils reprochent sa brutalité.

Les détracteurs d'un Clemenceau devenu l'ennemi de la classe ouvrière oublient cependant un peu vite un épisode important. Le 14 mai 1907, pris en étau entre une extrême gauche qui lui reproche ses menées contre la CGT et « sa » majorité radicale rejointe par la droite, qui lui demande de dissoudre le syndicat factieux, Clemenceau reste égal à lui-même. L'« homme seul », prêt à affronter la multitude hostile, « *radical contre les* radicaux », selon Thibaudet, de sa voix coupante, se déclare « *l'adversaire* », « *l'ennemi* » de la CGT « *en tant qu'association propageant les doctrines de l'anarchie et de l'antipatriotisme* » : voilà pour rassurer les radicaux et la droite ; ce qui ne surprend personne.

Mais, contre sa propre majorité et la droite réunies, il refuse de dissoudre le syndicat ! Il réaffirme solennellement son respect absolu pour les libertés syndicales, malgré les dangers qu'elles présentent alors. Il souligne que la CGT ne peut se réduire à la poignée d'anarchistes antipatriotes et révolutionnaires qui se sont emparés de sa direction ; aussi ne saurait-on dissoudre le syndicat sans pénaliser du même coup ses militants sincèrement réformistes, ne souscrivant en rien aux appels au sabotage. Les socialistes unifiés et une trentaine de radicaux-socialistes applaudissent « l'homme à la tête de mort » !

De tous les autres, « *silence glacial ou murmures hostiles* ». Selon Ferdinand Buisson, « *il y eut là un moment historique. Le spectacle était saisissant : à la fois beau et triste. Beau, car ce vieux lutteur, fidèle à ses doctrines de liberté, tenait tête à la peur*

bourgeoise et au conservatisme radical […]. *Triste aussi, car il était visible que seule l'autorité personnelle d'un homme, aidée de son rôle de président du Conseil, empêchait cette majorité républicaine de s'engager dans la voie* [de la dissolution de la CGT]. *À cette heure précise, Clemenceau a sauvé l'honneur du parti républicain, ou, pour mieux dire, de la République. Le mérite qu'il eut à prendre et à garder cette attitude, ceux-là seuls le mesurent qui ont vu de près à quel courant il a résisté et par quel prodige il y a réussi*[8] »

Cet hommage n'empêchera pas Buisson de regretter que Clemenceau reprenne en détail, par des mesures individuelles, ce qu'il vient d'accorder en bloc aux syndicats. Toutefois, celles-ci « *n'effacent pas l'acte de politique générale qui, à l'heure critique, avait préservé la majorité d'une défaillance, et la forçait à rester fidèle coûte que coûte à la vieille politique de la démocratie sociale* ».

On ne saurait contester que le bilan social du ministère Clemenceau n'a pas été à la hauteur des espérances de son chef. On lui reproche de n'avoir réalisé que le rachat des chemins de fer de l'Ouest, ainsi que des réformes comme le repos hebdomadaire obligatoire de 24 heures (voté alors qu'il n'était que ministre de l'Intérieur), ou la loi autorisant la femme mariée à disposer librement de son salaire… Ce qui n'est tout de même pas négligeable si l'on ajoute la création du ministère du travail ! Mais, comme le note Jacques Jullliard, « *on n'avait pas vu depuis longtemps la revendication sociale prendre des formes aussi radicales et aussi violentes*[9]», rendant de fait toute négociation impossible. Si l'on ajoute la défiance croissante des radicaux et le blocage systématique par le Sénat des projets les plus audacieux comme l'impôt sur le revenu, on saisit à quel point la marge de manœuvre de Clemenceau était réduite, entre l'absolutisme des uns et la frayeur des autres.

Ce n'est que lors de son second passage à la présidence du conseil, entre 1917 et 1920, qu'il parviendra à faire voter la journée de huit heures. Préfigurant le gaullisme social, il prônera, dans son discours de Strasbourg du 4 novembre 1919, la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise.

La divergence entre Jaurès et Clemenceau recouvre la différence fondamentale entre radicalisme et socialisme, humanisme et matérialisme. Ainsi la controverse de 1906 révèle bien moins une différence de degré entre socialisme et radicalisme, qu'une différence de nature. Ferdinand Buisson, radical très proche de Jaurès l'exprime ainsi : « *Les deux autres partis, libéral et socialiste, posent le problème sur la propriété, c'est-à-dire sur la condition des choses, le radicalisme sur la condition des personnes. Il tire toute sa politique, toute sa sociologie de la Déclaration des Droits de l'homme* […]. *À ses yeux, c'est l'homme qui est le sujet et l'objet de la réforme sociale. Faire des hommes : c'est le but de la société, c'est le* critérium *de sa valeur et de la valeur de toutes ses institutions*[10]» Il ne s'agissait de rien d'autre que de former des individus libres donc responsables donc solidaires.

1 Maurice Agulhon, « En relisant la *Mêlée sociale* », *Clemenceau et la justice*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1983, 194 p., p. 85-92.

2 *Journal officiel*, Séance du 19 juin 1906, p. 2009.

3 *Journal officiel*, Séance du 12 juin 1906, p. 1947.

4 Cité par Pierre Guiral, *Clemenceau en son temps*, Paris, Grasset, 1994, 457 p., p. 394.

5 Clemenceau, Georges, *Le Grand Pan*, Paris, Imprimerie nationale (Coll. « Acteurs de l'histoire »), 1995 (Réed. de 1896), 505 p., p. 422.

6 Cité par Pierre Guiral, *Clemenceau en son temps*, Paris, Grasset, 1994, 457 p., p. 200.

7 Op. cit.

8 Ferdinand Buisson, « Pour qui j'ai voté et pourquoi », *Le petit méridional*, 17 mai 1907.

9 Jacques Julliard, *Clemenceau briseur de grèves*, Paris, Julliard (coll. « Archives »), 1965, 205 p., p. 25

10 Buisson, La politique radicale, Étude sur les doctrines du Parti Radical et radical-socialiste, Paris, Giard & Brière, 1908, 454 p., p. 237-238